

The Canadian Economy and Disarmament, par GIDEON ROSENBLUTH. Un vol., 5½ po. x 8¾, relié, 189 pages. — THE MACMILLAN COMPANY OF CANADA LIMITED, Toronto, 1967. (\$5.50)

Bernard Bonin

Volume 44, numéro 2, juillet–septembre 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002926ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002926ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bonin, B. (1968). Compte rendu de [*The Canadian Economy and Disarmament*, par GIDEON ROSENBLUTH. Un vol., 5½ po. x 8¾, relié, 189 pages. — THE MACMILLAN COMPANY OF CANADA LIMITED, Toronto, 1967. (\$5.50)]. *L'Actualité économique*, 44(2), 338–339. <https://doi.org/10.7202/1002926ar>

Les Livres

The Canadian Economy and Disarmament, par GIDEON ROSENBLUTH. Un vol., 5½ po. x 8¾, relié, 189 pages. — THE MACMILLAN COMPANY OF CANADA LIMITED, Toronto, 1967. (\$5.50).

La possibilité plus ou moins proche d'un désarmement a suscité, au cours des années récentes, un intérêt croissant pour l'étude des conséquences économiques qui pourraient éventuellement en résulter. L'étude de Gideon Rosenbluth est, à notre connaissance, la première d'un économiste universitaire qui ait porté sur le Canada. Le sujet est complexe et on doit se réjouir qu'un économiste du calibre de Rosenbluth ait décidé de s'y attaquer. La complexité du sujet est avant tout le résultat du manque de données nécessaires à l'établissement d'une politique fédérale en ce sens et de l'incertitude quant aux éventuelles modalités d'un désarmement mondial.

Après avoir examiné le montant et la composition des dépenses du Canada au titre de la défense (environ 2 milliards de dollars en 1965 si l'on tient compte des dépenses effectuées au Canada par des pays étrangers), l'auteur fait un examen critique des politiques d'approvisionnement et ne manque pas de faire ressortir quelques incohérences dans les politiques canadiennes. Puis, il consacre un chapitre à l'exposé de « patrons » possibles de désarmement (un projet américain et un projet soviétique), sur lesquels il s'appuiera dans la suite de son analyse.

Quant à savoir ce qui pourrait remplacer les dépenses au titre de la défense afin d'éviter une chute de la demande globale, Rosenbluth formule de nombreuses suggestions au chapitre 5, et montre, en somme, que la société canadienne n'a pas encore atteint le point où il peut craindre de ne pas pouvoir remplacer la défense par d'autres projets utiles : pollution, problèmes urbains, de santé, etc., etc. Il faut également savoir quels sont les groupes (industries, etc.) et les régions qui dépendent le plus de la défense et qui seraient par conséquent les plus fortement touchés dans l'hypothèse d'un désarmement. Ceci fait l'objet du chapitre 6 dans lequel on pourra lire que Canadair et Hawker Siddeley sont les deux firmes dont le plus fort pourcentage de leurs

affaires repose sur la défense et que l'Ontario et le Québec (région de Montréal surtout) seraient les plus durement touchées si l'on se base sur les chiffres représentant leur part des dépenses au titre de la défense, mais que la Nouvelle-Écosse serait, proportionnellement à son revenu personnel, la plus durement atteinte.

On trouvera également dans l'ouvrage de G. Rosenbluth, une discussion intéressante portant sur les politiques d'ajustement nécessaires et sur la mobilité des ressources touchées par la décision de pratiquer un désarmement à peu près total. On trouvera, enfin, un très bon chapitre sur les effets du désarmement, sur la recherche et le développement au Canada.

Même si l'ouvrage porte la marque d'un manque d'informations statistiques, ce que l'auteur reconnaît à plusieurs reprises, il n'en constitue pas moins un document fondamental que l'on pourra difficilement ignorer dans l'hypothèse d'un désarmement. Ce manque de renseignements a sans doute forcé l'auteur à inclure, dans son ouvrage, des discussions sur des sujets qui n'ont aucun lien direct avec le désarmement mais qui présente certaines analogies permettant d'entrevoir les conséquences possibles. Avec la franchise et la vigueur qui le caractérisent, Gideon Rosenbluth ne craint pas d'adresser aux responsables de la politique gouvernementale en ce domaine des critiques parfois cinglantes (voir sa conclusion, par exemple) mais qui sont avant tout constructives.

Cet ouvrage qui contient, en outre, quelques tableaux très instructifs même pour des chercheurs qui ne seraient pas préoccupés essentiellement par le désarmement, rendra de très grands services à tous les intéressés.

Bernard Bonin

Géographie régionale de la France, par G. CHABOT. Un vol., 7 po. x 10, relié, 433 pages, 12 cartes h.-texte et 15 fig. — MASSON & CIE, Éditeurs, 120, boul. Saint-Germain, Paris VIe, 1966.

« La géographie régionale, disait Raoul Blanchard, il n'y a que cela de vrai ! » Toutefois, on semble délaissé, sinon mépriser, ce genre d'études pour se contenter de vues d'ensemble, de synthèses plus ou moins réussies qui satisfont les gens pressés. Pourtant, ceux qui veulent connaître « en profondeur » un pays, une portion de continent, doivent utiliser la méthode régionale. Personne ne peut se vanter de comprendre le Québec ou même le Canada, s'il n'est pas familier avec ses composantes, s'il ignore la géographie de la plaine laurentienne, des Cantons-de-l'Est, de la Gaspésie, de la Côte-Nord, du Saguenay, de l'Abitibi, ou celle de régions aussi différentes que sont le Canada de l'Atlantique et celui du Pacifique, la Prairie intérieure et le Grand-Nord sub-arctique et arctique.

Or, les études régionales ont débuté en France, sous l'impulsion de maîtres comme Paul Vidal de la Blache, Jean Brunhes, Raoul Blanchard, Emmanuel de Martonne, et se sont poursuivies jusqu'à nos jours avec leurs nombreux